

Le 22 DEC. 2023

ARRETE MUNICIPAL

portant interdiction de jeter des mégots de cigarette sur la voie publique
et les espaces publics

N/ Réf : 12/20/2023-50-AR873

Le Maire de la Commune d'Ambérieu-en-Bugey ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2212-2, L2214-4, L.2215-1,

VU l'article L511-1 du Code de Sécurité Intérieure,

VU le Code Pénal notamment son article R634-2,

VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L1311-1, L.1311-2, L. 1312-1 et L.1312-2,

VU le Code de l'Environnement, notamment l'article R.541-76-1,

Vu le décret n°2015-337 du 25 mars 2015 relatif à l'abandon d'ordures et autres objets,

VU le décret n°2020-1573 du 11 décembre 2020 relatif à diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

CONSIDERANT QUE :

La Ville d'Ambérieu-en-Bugey s'engage dans la lutte contre les déchets sauvages, dont les mégots de cigarette jetés au sol, au regard de leur dangerosité et de leur impact écologique, sachant qu'un seul mégot peut polluer jusqu'à 500 litres d'eau,

Le fait de jeter un mégot de cigarette sur le Domaine Public en dehors des cendriers prévus à cet effet constitue une atteinte à l'interdiction de jeter des ordures sur la voie publique et donc à la propreté et à la salubrité publiques,

Il est constaté la présence anormalement élevée de mégots de cigarettes sur les espaces et lieux publics en dehors des corbeilles et cendriers mis à disposition des usagers,

Il appartient au Maire de mettre en œuvre les actions nécessaires à la préservation de la salubrité publique, notamment sur les voies publiques.

ARRÊTE :

Article 1 :

Le fait de jeter un mégot de cigarette en dehors des cendriers, prévus à cet effet sur l'ensemble des espaces publics de la commune, est formellement interdit, y compris sur le Domaine Public concédé (terrasses des commerces, etc.) ;

Accusé de réception en préfecture
001-210100046-20231220-122023-50-AR873-AR
Date de télétransmission : 22/12/2023
Date de dépôt en préfecture : 22/12/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES – DÉPARTEMENT DE L'AIN



Article 2 :

Toute infraction au présent arrêté municipal sera poursuivie en application de l'article R.634-2 du Code Pénal – infraction de 4ème classe, prévoyant 135 euros d'amende forfaitaire, 90 euros d'amende minorée, 375 euros d'amende majorée et jusqu'à 750 euros d'amende judiciaire maximale, sans préjudice d'autres peines prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 :

Monsieur le Maire d'Ambérieu en Bugey, Madame la Directrice Générale des Services, Madame la Lieutenante, Commandante de la Communauté de Brigades d'Ambérieu-en-Bugey, Madame la Chef de service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de l'Ain,
- Madame la Lieutenante, Commandante de la COB de Gendarmerie
- Madame la Chef de Service de la Police Municipale,
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers,
- Monsieur le Responsable du Service Patrimoine Viaire, Voirie et réseaux divers.

CERTIFIE EXECUTOIRE PAR LE MAIRE
COMPTE TENU DE LA NOTIFICATION LE 22 DEC. 2023



Daniel FABRE
Maire d'Ambérieu-en-Bugey